

**COMITÉ TECHNIQUE MINISTÉRIEL (12/07/17)**

**SUR FOND DE MESURES  
ANTI-FONCTIONNAIRES !**

Premier de la mandature, ce Comité Technique a été présidé par Monsieur Le Maire. Initialement devant être présent, Monsieur Darmanin a été appelé en urgence au Conseil de Défense de l'Élysée (pour parler des coupes budgétaires annoncées au ministère des armées ?)

Ce CTM se situait au lendemain d'une kyrielle d'annonces du gouvernement, toutes dirigées contre les fonctionnaires : gel du point d'indice, jour de carence, annulation de crédits (268 Md'€ pour les ministères de Bercy).

Les rares annonces à retenir de l'intervention du Ministre :

- Confirmation d'une compensation de la hausse de la CSG, sans plus de détail, (...),
- Souhait d'approfondissement d'une politique d'action sociale ambitieuse (sans parler des moyens...),
- La santé et la sécurité des agents est une priorité. Il souhaite engager des travaux sur de nouvelles orientations,
- Les médecins de prévention seront réunis le 11 septembre prochain pour évoquer l'avenir du réseau,
- Le dossier du Tripode doit connaître une réponse très rapidement,
- Le dossier de l'égalité professionnelle est une priorité et un nouveau cycle de discussions va s'engager,
- Le vote électronique pour 2018 est confirmé.

En réaction aux propos liminaires du ministre, **FO** a fait la déclaration suivante :

**FO** vous remercie d'avoir répondu à sa demande, de présider ce premier Comité Technique depuis votre nomination.

Pour tenir compte de votre temps de présence à cette instance, **FO** limitera son propos aux préoccupations des personnels de Bercy et de leurs représentants, étant entendu que les positions et revendications portées par la confédération et la fédération des fonctionnaires **FO** à leurs niveaux respectifs, sont aussi les nôtres, tout particulièrement après la publication du rapport de la Cour des Comptes et vos premières conclusions, égrenées chaque jour depuis plus d'une semaine, toujours au détriment des fonctionnaires.

L'annonce d'une réduction de 268 Md'€ des crédits dans nos ministères mérite à l'évidence des précisions, au vu de l'état des services aujourd'hui.

**FO** a pris acte de votre volonté d'ouvrir un débat sur les missions du service public, mais à ce stade, les contours de celui-ci, demeurent flous.

Pour **FO**, un débat concomitant avec un budget 2018 qui prévoirait une nouvelle vague de suppressions d'emplois

dans les directions de Bercy, ôterait de fait toute crédibilité à un réel exercice de bon sens ! Nous l'avons dit lors de notre première audience avec Monsieur Darmanin, Monsieur le ministre : après une purge de 30 000 emplois en dix ans, vos services sont « à l'os » ! Faut-il vous rappeler que pour ces deux dernières années, vos ministères ont contribué à hauteur de 60% aux suppressions d'emplois dans la Fonction Publique de l'État ? Pour **FO**, Il ne saurait être question que nos ministères soient une nouvelle fois les premières victimes d'une politique dogmatique de suppressions de l'emploi public.\*

S'agissant du périmètre des directions, (...) les services de la DGFIP contribuent, au regard de leurs effectifs, à une part majoritaire des suppressions d'emplois depuis dix ans. Outre, les fermetures de sites, cette politique comme dans l'ensemble des directions, a généré une dégradation historique des conditions de travail.

La politique du «chamboule tout» actuellement à l'œuvre, loin d'avoir démontré sa pertinence, a surtout eu pour conséquence de déstabiliser fortement les agents dans l'exercice de leurs missions

Si **FO** a bien acté le report du prélèvement à la source, vous n'êtes pas sans méconnaître notre opposition sur le fond de cette réforme. Loin d'engendrer de la simplicité, celle-ci va au contraire rendre encore plus suspicieux le contribuable envers la perception de cet impôt, sans parler du risque technique mais aussi budgétaire que vous prendriez à persister dans une mesure qui est tout sauf irréversible. Nul besoin d'offrir à la Cour des comptes une nouvelle opportunité !

Ces dernières années, les agents de Bercy se sont sentis abandonnés par les autorités ministérielles. Les données de l'observatoire interne vous confirmeront nos propos.

Le nombre de possibilités de promotions internes a été divisé par six, vous comprendrez aisément le mal être des agents à qui dans le même temps, on demande toujours plus !

C'est pourquoi, **FO** revendique l'élaboration d'un plan quinquennal exceptionnel de promotions, permettant de débloquer leur déroulement de carrière, objectif loin d'être atteint avec PPCR. Un groupe de travail sur cette thématique devrait être organisé avant la fin de cette année.

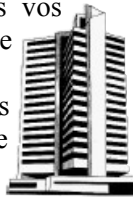
Sur ce sujet, pouvez-vous nous annoncer le délai de parution des statuts de catégorie A de la DGFIP ? Actuellement cette non signature provoque un certain trouble à la DGFIP ? D'ores et déjà des examens professionnels ont été annulés.

De même, **FO** vous demande une revalorisation



conséquence du budget de l'action sociale et de la politique de la santé, de la sécurité au travail au minimum au niveau du budget de 2015. Nous vous avons bien entendu dans vos propos liminaires placer la politique de l'action sociale, de la santé et de de la sécurité au travail dans vos priorités. Il faudra mettre des moyens pour que ces intentions se concrétisent !

Comme vous l'ont exprimé l'ensemble des fédérations, la reconnaissance du site Tripode de Nantes en site amiante est une priorité.



**FO** partage votre volonté de poursuivre une politique forte sur l'égalité professionnelle et de lutte contre toutes les formes de discrimination. Encore faut-il qu'elle soit ambitieuse, avec là encore des propositions concrètes et des moyens qui y soient affectés.

**FO** acte votre volonté d'entériner le vote électronique pour les élections 2018, dont pourtant personne à ce jour n'a pu nous démontrer la fiabilité en termes de sécurité.

Maintenant que le choix est fait, **FO** va bien entendu préparer ce moment de démocratie sociale au mieux.

Pour **FO**, un vrai service public républicain ne peut en aucun cas être un service :

- qui chaque jour subit des suppressions d'effectifs, des suppressions de missions, des suppressions de services de proximité,

- qui voit sans cesse les conditions de travail se dégrader,

- qui ignore la reconnaissance du travail des agents et encore moins la reconnaissance pécuniaire !

Pourtant, depuis près de 20 ans maintenant, c'est le quotidien des agents des ministères économiques et financiers. A qui hier encore, on a osé leur dire que leur ministère et donc leur travail n'était pas prioritaire !

Monsieur le Ministre, les fonctionnaires en général et ceux de Bercy en particulier sont las d'être jetés à la vindicte populaire et d'être, toujours à leur détriment, la principale variable d'ajustement des arbitrages budgétaires.

A vouloir simplifier toujours plus, il arrive bien souvent que la tâche des agents se complexifie, de même que la démarche des usagers.

Mesurez les conséquences produites par la RGPP, par la et regardez ces services des Finances Publiques, des bureaux de Douane, des services de protection des consommateurs et bien d'autres qui ont abandonné les usagers !

Allez-vous poursuivre dans cette voie, ou plutôt dans cette impasse ? Après, la RGPP, la Réate, la loi Nôtre. À quel nouvel acronyme les agents seront-ils mangés ?

D'autres politiques existent, que celle de l'austérité infligée aux citoyens et aux fonctionnaires, et ceux de Bercy en particulier.

Fidèles aux principes d'indépendance et de liberté, les représentants des personnels **FO** que nous sommes portent la revendication de leurs mandats et nous rendront compte de nos échanges de ce jour.

Comme tout citoyen, les résultats des scrutins présidentiels et législatifs ne nous ont pas échappé et, comme eux, les agents des ministères économiques et financiers attendent de vous des réponses concrètes à leurs inquiétudes exprimées.

Aujourd'hui vous les avez esquissées, le projet de Loi de Finances 2018 les concrétisera. A vous de démontrer que non seulement le personnel politique d'une époque s'en est allé mais, dans le même temps, ses vieilles recettes économiques. Aucun signe actuellement n'en témoigne !

#### Réponses du ministre aux déclarations syndicales

Le Ministre a tenu à affirmer que Bercy n'était pas en recul dans l'appareil d'État, que c'était une administration respectée, un atout pour le pays et enviée à l'étranger.

Au-delà de ce discours quelque peu sirupeux, ce sont plutôt les « preuves d'amour sonnantes et trébuchantes » qui manquent aux agents : point d'indice revalorisé, promotions internes, emplois etc...



Il reconnaît la forte contribution de Bercy aux suppressions d'emplois les années passées mais en ajoutant ...des fois que l'on ait encore un espoir : « on ne va pas les augmenter », précisant, « il faut regarder mission par mission, et tout cela sera déterminé dans un plan pluriannuel, pour que les agents aient de la visibilité ». Ce discours ne l'engage en rien sur les annonces qui seront faites au moment de la présentation de la Loi de Finances à l'automne prochain.

Après le départ du Ministre suivi des délégations Solidaires et CGT, le CTM a eu à donner un avis sur les points inscrits à l'ordre du jour dont la Convention avec le Fonds d'Insertion des Personnels Handicapés 2017-2019 : **FO** a apporté une importante contribution pour améliorer un texte au départ bien peu ambitieux. Son examen et surtout la demande de vote ont pu paraître totalement anachronique, alors même que ce projet a été soumis au FIPHP pour approbation le 27 juin.

**FO** a confirmé son appui à cette convention, dans l'intérêt des personnels concernés et a insisté pour qu'un débat s'engage rapidement sur le déroulement de carrière des personnes en situation de handicap. Identifié de longue date comme une discrimination dans les directions de Bercy, ce point mérite de dépasser le stade des bonnes intentions ! La Secrétaire Générale s'est engagée à inscrire ce dossier à l'agenda social du second semestre.



Si la présence d'un (ou des) ministre(s) au Comité Technique est toujours importante pour le dialogue social, faut-il encore que les débats aient du contenu et ne se limitent pas à des généralités dans un laps de temps contraint. Or c'est un peu l'impression dégagée par cette heure trente passée avec Monsieur Le Maire.

A un moment ou à un autre, les ministres ne pourront plus se cacher derrière des intentions, ils devront afficher la couleur ! Le peu qui transparait actuellement, n'annonce déjà rien de bon.

Les attaques frontales subies par les fonctionnaires, que le gouvernement ne se cache pas de vouloir amplifier, ne peuvent rester sans réaction !

**FO** n'exclut rien pour y faire face !